



ACTION COLLECTIVE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ghislaine Duque, Antônio Carlos P. De Mello, Emanuel D. Da Silva

► **To cite this version:**

Ghislaine Duque, Antônio Carlos P. De Mello, Emanuel D. Da Silva. ACTION COLLECTIVE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE. Emilie COUDEL, Hubert DEVAUTOUR, Christophe-Toussaint SOULARD, Bernard HUBERT. ISDA 2010, Jun 2010, Montpellier, France. Cirad-Inra-SupAgro, 9 p., 2010. <hal-00512236>

HAL Id: hal-00512236

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00512236>

Submitted on 28 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Montpellier – France
28 Juin – 1^{er} Juillet 2010

Innovation et Développement Durable
dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire

w w w . i s d a 2 0 1 0 . n e t



ACTION COLLECTIVE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ghislaine DUQUE

Université Fédérale de Campina Grande (UFCG), Aprigio Veloso, 882, CEP 58429-900, Campina Grande, PB, Brésil. ghduque@uol.com.br

Antônio Carlos P. de MELLO

Programa de Aplicação de Tecnologias Adaptadas às Comunidades (PATAc)
Rua Cap. João Alves de Lira 1114, Cep 58400-560, Campina Grande/PB, Brésil.
tonico@patac.com.br

Emanoel D. da SILVA

Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura (AS-PTA), Sítio São Miguel, BR 104, KM 6, zona rural, Esperança, PB, Brésil. Emanoel@aspta.org.br

Résumé

Le cas étudié rapporte l'expérience du « Collectif Régional du Cariri, Seridó et Curimataú », un réseau d'environ 300 communautés rurales de dix communes situées dans la région semi-aride de la Paraíba (Brésil nord-est), que nous accompagnons dès le début des années 1990, et dans lequel les familles agricultrices expérimentent, en dialogue avec leurs conseillers, diverses techniques simples et peu coûteuses, souvent adaptées ou inspirées par les savoirs ancestraux et répondant aux nécessités qu'ils rencontrent (réservoirs d'eaux, clotures, utilisation de la végétation locale pour l'alimentation animale ou plantes médicinales etc.). Ces communautés exercent également la gestion collective des ressources, découvrent leurs capacités, ce qui renforce leur auto-estime et, à travers les échanges de réflexions, se libèrent de la dépendance de l'oligarchie dominante.

Il s'agit du segment le plus pauvre de la société (les agriculteurs familiaux) de la région la plus problématique du Brésil (le nord-est semi-aride) ; problématique par ses conditions naturelles et par son histoire, marquée par la concentration foncière et la domination de l'oligarchie locale qui maintient son pouvoir en distribuant ses « faveurs » (comme la distribution d'eau par camion-citerne en cas de sécheresse) en échange de votes.

Le fait que les propositions aient été construites sur la base d'expériences bien réussies a été fondamental pour la durabilité du développement ainsi amorcé. Ces expériences ont été proposées au gouvernement et assumées comme politiques publiques. Ces expériences bien réussies renforcent l'auto-estime des agriculteurs et leurs initiatives.

Mots-Clefs: action collective, développement durable, Brésil semi-aride, agriculture familiale, acteurs sociaux

INTRODUCTION

L'objectif de cette communication n'est pas de discuter les théories de l'action collective : conflits entre intérêt personnel et intérêt collectif, rôle des relations d'interconnaissance et des traditions paysannes de solidarité, etc. Nous voulons, à partir d'une étude de cas qui a abouti, à notre avis, à un progrès dans le sens du développement durable, vérifier quelles ont été les conditions et les méthodologies pour qu'un tel résultat soit possible et quels sont les principaux obstacles rencontrés. Nous montrerons quelle est l'originalité de cette expérience, en quoi elle offre un changement radical de perspective en relation au passé récent et quels sont les défis qu'elle propose à la réflexion des chercheurs.

Quant à la définition du développement durable, rappelons à peine quelles sont les dimensions du développement qui aujourd'hui font l'objet d'un certain consensus : non à peine la croissance économique, mais les aspects sociaux, environnementaux, politiques.

Nous ne nous limiterons pas à la définition bien connue du rapport Brundtland (un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins). Nous préférons accompagner le raisonnement de B. Hubert (2009) pour qui deux concepts sont inhérents à cette notion : « le concept de 'besoin', et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, et l'idée de limitation que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et futurs ».

Selon B. Hubert, ce développement exprime « une nécessité morale et politique d'arracher la société à son état », ce qui suppose « [des] choix intentionnels et [des] projets, dont il faut faciliter l'émergence dans l'action collective [et des] trajectoires qu'il faut accompagner (hésitations, bifurcations) dans leurs dimensions écologiques, techniques, économiques et sociales. ».

Nous verrons comment le cas étudié répond à cette définition. Il s'agit du « Collectif Régional du Cariri, Seridó et Curimataú », un réseau d'environ 300 communautés rurales de dix communes situées dans la région semi-aride de la Paraíba (Brésil nord-est), que nous accompagnons dès le début des années 1990, et dans lequel les familles agricultrices expérimentent, en dialogue avec leurs conseillers, diverses techniques simples et peu coûteuses, souvent adaptées ou inspirées par les savoirs ancestraux et répondant aux nécessités qu'ils rencontrent. Ces communautés exercent également la gestion collective des ressources,

découvrent leurs capacités, ce qui renforce leur auto-estime et, à travers les échanges de réflexions, se libèrent de la dépendance de l'oligarchie dominante.

Ajoutons qu'il s'agit du segment le plus pauvre de la société (les agriculteurs familiaux) de la région la plus problématique du Brésil (le nord-est semi-aride) ; problématique par ses conditions naturelles et par son histoire, marquée par la concentration foncière et la domination de l'oligarchie locale.

LE CONTEXTE : LA REGION SEMI-ARIDE DU NORD-EST BRESILIEN

L'espace géographique où se situe l'expérience appartient à la région semi-aride du Nord-Est brésilien connue comme le "polygone des sécheresses". Ce phénomène se caractérise moins par le faible volume des pluies (moyennes de 300 à 800 mm/an, suivant les régions) que par leur irrégularité, qui se manifeste d'une année à l'autre (une année de pluies abondantes précédant une série d'années de très faible pluviosité) comme au cours d'une même année (de grosses averses correspondant à la moyenne annuelle pouvant tomber en quelques heures ou quelques jours, suivies par de longues périodes sans pluies).

Cette situation est aggravée par un sous-sol cristallin couvert d'une très faible couche de terre, ce qui ne permet qu'une steppe arbustive dispersée, dont les feuilles – souvent réduites à des épines dans le cas des cactus – ne sont pas capables de fournir la couverture végétale qui pourrait alimenter les sols. De hautes températures pendant toute l'année gèrent de forts déficits hydriques. Ainsi, selon les régions, l'évapotranspiration peut être trois ou quatre fois plus intense que le total des précipitations.

Cette région est encore caractérisée par une structure foncière très contrastée, héritage de la période coloniale: quelques grandes fazendas d'élevage extensif occupent la plus grande partie de l'espace, colonisant généralement les meilleures terres (rives de fleuves et fonds humides) tandis qu'une infinité de très petites propriétés se compriment sur les terrains les moins fertiles. La surexploitation de l'espace qui en résulte contribue encore à un processus de désertification : déboisement pour les constructions, les clôtures et le bois de chauffage et abandon des pratiques traditionnelles d'agriculture itinérante, rendue impossible en raison des divisions entre héritiers .

La pauvreté qui en résulte entraîne le facteur peut-être le plus pernicieux pour perpétuer le sous-développement: la dépendance des petits producteurs paysans en

relation aux grands propriétaires et aux représentants du pouvoir politique, ce qui gère le clientelisme, obstacle peut-être le plus fort à l'autonomie de ces producteurs. En effet, les pratiques d'assistance sont rétribuées par le vote, maintenant de forme toujours renouvelée cette situation de dépendance, et créant une "culture de la subalternité" qui fait que les "assistés" défendent les intérêts de leurs opresseurs, et non leurs propres intérêts.

C'est dans ce contexte que vivent les communautés qui s'organisent dans le Collectif que nous allons présenter. Notre réflexion part de notre accompagnement du Collectif dès le début des années 1990, et d'une recherche réalisée en 2003, utilisant des entretiens et réunions dans les diverses communautés.

LE COLLECTIF RÉGIONAL DU CARIRI, SERIDÓ ET CURIMATAÚ.

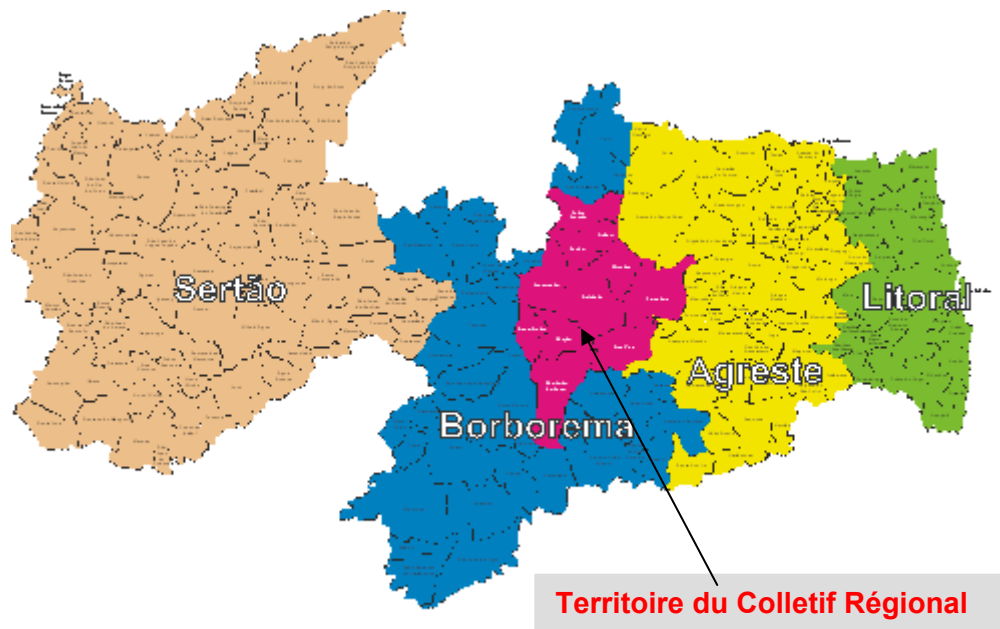
Depuis 1980, des communautés rurales de la commune de Soledade (située à la frontière entre les trois microrrégions citées dans le titre finalement adopté), s'étaient déjà mobilisées, avec l'appui du Syndicat des Travailleurs Ruraux, de l'Église catholique et de deux ONG (Patac et Procasa) autour de diverses activités : « mutirões » (travaux communautaires) pour la construction et conservation de réservoirs d'eau, stockage de semences natives dans des « banques de semences », etc .

Au fur et à mesure que cette mobilisation et ces activités se diffusaient dans les régions voisines, atteignant un nombre croissant de familles d'agriculteurs, le besoin de créer un espace d'organisation et de gestion participative s'est fait sentir, et a donné lieu à la création du Collectif de Soledade. L'objectif essentiel du Collectif était la gestion des « Fonds Rotatifs Solidaires », une sorte de micro-crédit obtenu à fonds perdu et destiné, initialement, à la construction de citernes pour le stockage de l'eau de pluie. La gestion de ces Fonds a fini par provoquer non seulement une organisation, mais encore une réflexion collective sur la réalité de l'agriculteur familiale et la recherche d'alternatives pour répondre aux problèmes de la région.. A l'ancien paradigme de la « lutte contre la sécheresse » préconisée par les leaders traditionnels (« lutte » qui se traduisait par des mesures d'assistance provisoires) naissait un nouveau paradigme : celui de la « convivência » (vivre avec) dans le semi-aride.

Cette dynamique de l'agriculture familiale dans la région a déclenché un processus d'articulation qui s'est étendu progressivement aux communautés des communes voisines pour former une identité territoriale. C'est ainsi que s'est

consolidé, en 2004, le Collectif Régional du Cariri, Seridó et Curimataú, organisant environ 300 communautés de 10 communes.

Carte de la Paraíba, montrant la localisation du Collectif.



Le Collectif s’articule avec d’autres réseaux régionaux, comme avec un réseau plus ample au niveau de l’Etat de Paraíba (Articulation du Semi-aride de la Paraíba – ASA-PB) et finalement au niveau de tout le semi-aride brésilien (ASA-Brésil).

Les familles ainsi organisées échangent leurs expériences sur les innovations redécouvertes ou améliorées : diverses formes de stockage de l’eau pour la consommation humaine et pour l’agriculture, le respect de la biodiversité par la valorisation des semences locales (des plantes et des animaux) et la transition agroécologique, les pratiques de conservation des fourrages permettant de traverser les périodes de sécheresse sans devoir sacrifier les animaux, les diverses formes de conserver les fruits et leur commercialisation, la valorisation du rôle des femmes et des jeunes, etc.

Ce qui est notable dans le cas étudié, c’est que les diverses initiatives ont su faire appel au partenariat des paysans, profitant des savoirs ancestraux en dialogue avec le savoir technique. C’est ensuite le fait que les expériences techniques, objets d’échanges entre les agriculteurs (notons le rôle prépondérant des « agriculteurs expérimenteurs ») et ensuite entre les communautés, ont provoqué la nécessité d’une organisation, que ce soit pour échanger les savoirs, pour assurer la gestion des

ressources, pour discuter des problèmes rencontrés et élaborer des stratégies communes.

Ce réseau régional est entré en dialogue avec un réseau plus large (comme nous le signalions ci-dessus) : l'Articulation du Semi-Aride de la Paraíba (ASA/PB), intégrée ensuite dans la même Articulation au niveau national (ASA/Brasil). Inséré dans cette dynamique, le Collectif Regional a amplifié les possibilités d'informations mutuelles, les échanges de savoirs, la pratique du diagnostic communautaire (identifiant les besoins, comme le signalait Hubert, cité plus haut), la systématisation des connaissances, l'apprentissage des principes de l'agroécologie et son application ; il participe ainsi à l'élaboration de références (les expériences des agriculteurs) qui sont proposées aux autorités gouvernementales afin qu'elles les adoptent comme politiques publiques, démocratiques, adaptées à la région. C'est précisément cette adaptation, à partir du protagonisme de la base, qui assure la durabilité du développement.

Le projet le plus connu, financé comme politique publique mais administré par l'ASA dans chaque région, est le programme des citernes (« Programme de Formation et Mobilisation Sociale pour la vie (convivência) dans le Semi-Aride : Un million de citernes rurales »). Comme son nom l'indique, c'est un programme qui vise beaucoup plus que des constructions : la formation et l'organisation des communautés. Le fait que ce programme ait été construit sur la base d'expériences bien réussies a été fondamental pour la durabilité du développement ainsi amorcé, et le succès de ce partenariat est important pour assurer la continuité de l'action collective.

Une autre action bien réussie, réalisée au niveau de l'Etat de la Paraíba, a été la lutte pour la reconnaissance des semences natives, dont un des résultats a été la préservation de la biodiversité. D'où le grand bénéfice au niveau environnemental, socio-économique et une victoire politique : tous les aspects du développement durable.

CONCLUSIONS

En guise de conclusions, nous reprenons les questions que nous nous posions au départ . En premier lieu, quelle est l'originalité de cette expérience ? C'est que ce n'est plus l'Etat qui planifie et impose ses politiques centralisées, mais la base, organisée en « Collectif », qui expérimente et propose des politiques décentralisées et adaptées aux situations locales, politiques que l'Etat a eu la sagesse d'adopter. C'est, nous semble-t-il, une condition essentielle pour garantir la durabilité du développement qui se met en place. Voyons cela de plus près.

Dans le cas étudié, il s'agit d'un réseau à échelle micro-régionale (Le Collectif) partant de la base, et formant avec d'autres réseaux semblables une articulation nationale aboutissant à la création de politiques publiques. Ce réseau est lui-même original :

- Il part de la base : des familles d'agriculteurs réunies dans les organisations les plus diverses : associations communautaires, paroisses, syndicats, etc ; rien n'est imposé : ni un type d'organisation, ni des normes régissant leur fonctionnement .
- Les autres réseaux semblables sont articulés nationalement ; leur force s'exprime par leur capacité à échanger des expériences à tous les niveaux, créant ainsi et diffusant des propositions basées sur leurs savoirs et leurs pratiques.
- Leurs expériences deviennent alors des références, à proposer et faire adopter comme politiques publiques .
- Ces politiques publiques sont alors réellement adaptées aux conditions locales, puisque elles partent des expériences de base – une des conditions de la durabilité du processus qui se met en place – et aux capacités de gestion des acteurs

En quoi cette expérience – qui touche, il faut le rappeler, toute la région semi-aride du Nord-Est du Brésil (dont le Collectif fait partie), soit autour de 900.000 km² – offre-t-elle un changement radical de perspective (surtout si on compare avec la situation d'il y a 10 ou 15 ans) ?

Les propositions en question ne sont pas pensées pour les agriculteurs par un organe supérieur de planification, mais par les agriculteurs ; elles partent des expériences et du savoir de la base. Elles ne sont pas divulguées auprès de agriculteurs par des agents techniques, mais sont diffusées entre agriculteurs, par des mécanismes comme les visites entre familles, des bulletins élaborés à partir des histoires de vie racontées par les familles, des rencontres où chacun apporte qui ses semences, qui ses produits.

Le rôle des agents techniques ou des médiateurs externes n'est donc plus d'apporter un savoir, mais d'appuyer ce qui se passe à la base. S'établit alors un va-et-vient entre savoir populaire et savoir technique ou scientifique, quand les médiateurs ou agents techniques, en dialogue avec les agriculteurs, découvrent et interprètent les mécanismes qui expliquent l'adaptation des pratiques à la logique sociale et aux

écosystèmes locaux et justifient les raisons d'éventuelles suggestions de modifications.

Finalement, quelles seraient les perspectives ouvertes pour une recherche future ? Il s'agira probablement d'analyser et de proposer des solutions pour les difficultés que ce processus engendre. Il faut analyser entre autres les nouveaux rapports qui s'établissent entre les agents collectifs à la base et les organes de l'Etat.

1. Il y a en premier lieu la difficulté, pour l'Etat, d'affronter deux niveaux très différents d'objectifs : les objectifs quantitatifs d'oeuvres à construire : autant de citernes en autant de temps (c'est la routine des grands travaux), et les objectifs qualitatifs des mouvements sociaux : un processus pédagogique qui suppose une mobilisation populaire, une formation à la base, non seulement pour apprendre les techniques de construction, mais encore le traitement sanitaire de l'eau et des aliments, les principes de sécurité alimentaire, et surtout les pratiques de négociation et conciliation pour arriver à des décisions prises démocratiquement (par où commencer, comment s'organiser). La grande tentation de l'Etat est d'imposer des rythmes qui ne tiennent pas compte de ce double objectif, priorisant toujours la quantité et non les objectifs éducatifs et organisatifs. Et la tentation des communautés à la base est de perdre le rythme... C'est sur ce point qu'une première difficulté de dialogue se produit. Et c'est finalement de la démocratie qu'il est question.
2. Une autre difficulté, et non des moindres dans la pratique, est le fait que l'Etat impose les normes qui ont été élaborées pour de grands ouvrages (construction de routes, de barrages) à des petits projets exécutés dans des zones isolées ou par des familles dispersées. Il ne fait aucun doute que des normes doivent être respectées, que la gestion doit être transparente et qu'une fiscalisation est normale. Mais ces normes devraient être adaptées. Comment exiger des factures pour des repas (préparés à l'occasion d'une rencontre de paysans) quand ces repas sont préparés par les femmes de la communauté avec les produits de leurs propres exploitations ? Une équipe composée de spécialistes des sciences sociales et juridiques pourrait proposer des normes adaptées à ce genre de situation.
3. Enfin, il faudrait mieux valoriser le contrôle social. Celui-ci est fortement préconisé dans les propositions de « politiques publiques participatives », mais de fait rarement réalisé. Quelles sont l'importance et les modalités de

fonctionnement du contrôle social ? Il serait important de valoriser, par exemple, la publicité des objectifs et du fonctionnement des diverses politiques.

Pour qu'un partenariat réellement efficace et démocratique entre l'action collective et les organismes de l'Etat puisse contribuer au développement durable, il importe donc d'approfondir la réflexion sur les conditions nécessaires pour que cette action collective puisse s'exercer.

Nous remercions vivement la coordinatrice exécutive du Patac, Maria Glória Batista de Araújo, pour sa contribution à notre réflexion.

RÉFÉRENCE

HUBERT, Bernard. *Entre Villes et Nature*. Conférence prononcée au Séminaire "Développement durable et Territoires ruraux. Campina Grande, septembre 2009.